TL698

PORTUGAL

Un bilan de CIVITAS

L'Organisation des Droits de l'Homme portugaise CIVITAS, affiliée à la F.I.D.H. nous adresse un bref rapport sur la situation des droits de l'homme dans son pays.

Certaines situations, justifiant une préoccupation et un suivi soigneux, existent.

Tel est le cas de :

a) La persistance de cas de travail infantile.

b) L'élargissement des zones de pauvreté.

c) Des situations d'inégalité, d'absence de participation et de démocratisation de l'administration publique.

d) La récente mesure administrative gouvernementale relative aux radios locales qui rend limitative le droit à l'information.

e) Les cas ponctuels de violence raciale avec une incidence particulière à Lisbonne et à Porto. Ces actions, qui semblent pouvoir être attribuées aux "Skinheads" en liaison avec des groupes néo-facistes portugais, sont suivies par le Procureur Général de la République et par la Police Judiciaire, et malgré cela (et ceci est le motif de préoccupation) on ne connaît jamais les résultats de leurs investigations.

f) En nous référant au peuple de Timor, qui souffre depuis 1975 de l'occupation militaire de la part de l'Indonésie, et depuis lors isolé de tout contact avec le monde, assujetti à la peine de mort et à un authentique génocide de la part des forces militaires et para-militaires indonésiennes, dans le but de réprimer la guérilla et la résistance qui persistent avec l'appui des populations. Le peuple de Timor est soumis à la torture, à la séparation des proches, à l'impossibilité de quitter le territoire ou de s'y mouvoir librement.